



## CHAPITRE XLVII

**Bataille de Leipsig.**

La victoire de Dresde révélait aux alliés tout ce que pouvait le génie de Napoléon. Ses anciens adversaires d'Iéna, de Friedland et de Wagram l'avaient attaqué tous à la fois, et en une seule journée, il semblait avoir résumé toutes les gloires de ces immortelles campagnes. Malheureusement, lui seul était au niveau des jours passés, et ses lieutenants, accoutumés autrefois à compléter ses triomphes, semblaient destinés désormais à les paralyser. Après le combat du 26, il avait prescrit à Vandamme de se porter sur les derrières de l'ennemi, et d'occuper les hauteurs de Péterswalde, point

culminant des routes de la Bohême. L'ennemi battu n'avait plus de retraite. Quatre passages, en effet, formant autant de défilés, conduisaient des plaines de Dresde dans la Bohême, Péterswalde, Altemberg Sayda et Liebenau : tous les quatre aboutissaient à Tœplitz, point central qui commandait la sortie des différents défilés.

Le 28 au matin, l'Empereur mit son armée à la poursuite de l'ennemi, le roi de Naples et Victor sur la route de Sayda, Marmont sur Altemberg, Saint-Cyr sur Liebenau, lui-même avec Mortier et la jeune garde marche sur Péterswalde.

Mais à peine arrivé à Pyrna, il fut saisi d'une fièvre violente, causée par la pluie battante à laquelle il était resté exposé la veille pendant quinze heures : la fièvre prit d'abord un caractère alarmant; cependant une transpiration abondante la fit céder : au bout de vingt quatre heures il était guéri; mais ces heures étaient décisives. Le corps d'armée qu'il commandait s'était arrêté avec lui ; avec lui aussi s'arrêtait la fortune.

Vandamme, soit qu'il eût reçu des ordres, ce qui est incertain, soit qu'il fût séduit par les avantages que devait donner l'occupation de Tœplitz, abandonna les hauteurs de Péterswalde et pénétrant dans la vallée, s'empara de Kulm et attaqua Tœplitz.

La garnison lui opposa une vigoureuse résistance, et dans le même temps, les colonnes de Schwarzenberg qui arrivaient par les routes de Sayda et d'Altemberg, l'assaillirent sur les flancs : il fut obligé de reculer ; mais, au lieu de regagner les hauteurs de Péterswalde, Vandamme resta dans l'étroite et profonde vallée qui sépare Kulm et Tœplitz : c'était s'enfermer lui-même dans un défilé.

Ces choses se passaient le 29. Le 30, il eut sur les bras 70.000 Russes et Autrichiens, qui ouvrirent le feu de tous côtés : il avait pour se défendre à peine 40,000 hommes. Cependant il ne perdit pas contenance. Un combat furieux s'engage, lorsque vers midi on voit sur les hauteurs de Péterswalde briller une forêt de baïonnettes.

« C'est l'Empereur s'écrie-t-on de toutes parts, c'est l'Empereur, » et les soldats de Vandamme redoublent d'efforts. Mais l'illusion fut de courte durée.

Cette troupe nouvelle était le corps prussien de Kleist qui, pour échapper à Saint-Cyr, avait quitté le chemin de Liebenau et s'était jeté à droite dans les montagnes. La retraite de Vandamme était

entièrement coupée : il ne lui restait plus qu'à se faire un passage de vive force ; mais le mouvement se fit sans ensemble. Les premiers efforts réussirent, parce que les Prussiens se crurent surpris dans leur fuite et n'opposèrent d'abord qu'une faible résistance.

Le général Corbineau, à la tête de la cavalerie, se fit jour et gagna les montagnes ; 12.000 fantassins le suivirent. Mais lorsque les Prussiens virent que cette irruption n'était qu'une fuite, ils se reformèrent. Vandamme se trouva renfermé dans un cercle infranchissable. Après une lutte désespérée, ses soldats finirent par poser les armes, ils étaient près de 15.000, ayant avec eux soixante pièces de canon. Vandamme et les généraux Haxo et Guyot étaient parmi les prisonniers.

Alexandre, en cette occasion, montra combien il y avait d'hypocrisie dans les faux semblants de générosité dont il faisait parade. Vandamme lui ayant été amené, il eut la lâcheté d'insulter un général prisonnier, le traitant de pillard et de voleur, qu'il fallait envoyer en Sibérie.

Vandamme lui répondit fièrement :

— Il se peut bien, sire, que je sois un voleur, un pillard ; mais il est des crimes plus grands qui n'ont jamais souillé ma main.

A Tœplitz, on le laissa sur une charrette, exposé à la curiosité et aux injures du peuple et des soldats. L'empereur d'Autriche vint jouir de ce spectacle. Voilà les hommes auxquels Napoléon avait tant de fois pardonné !

Le désastre de Vandamme fermait aux maréchaux l'entrée de la Bohême ; ils furent contraints de s'arrêter aux frontières. Ce fut pour Napoléon un coup de foudre : tous les fruits de la victoire de Dresde étaient perdus.

Bien d'autres malheurs le frappaient en même temps. Oudinot, au lieu d'entrer à Berlin, avait été battu à Gross-Beeren par Bernadotte et Bulow. Ney, qui le remplaça, fut battu à son tour à Dennewitz et à Juterborg. Macdonald, attaqué par Blücher, était chassé de la Silésie, poursuivi sur la Katzbach et ses affluents, et vaincu après avoir abandonné aux mains de l'ennemi seize à dix-sept mille hommes et plus de quatre-vingts pièces de canon.

Napoléon voit avec douleur que seul il a le secret de la victoire ;

néanmoins il ne désespère pas, et puisque ses lieutenants ne peuvent le remplacer, il remplacera ses lieutenants l'un après l'autre.

Jamais peut-être l'influence de sa force morale ne se fit mieux sentir que dans cette mémorable et funeste campagne. Les mêmes armées qui venaient d'être vaincues redeviennent tour à tour victorieuses, dès qu'elles sont guidées par la puissante main de Napoléon.

De tous les généraux ennemis, c'est Blücher qui est le plus menaçant. L'Empereur court à lui, et le fait fuir jusqu'en Silésie. La grande armée des coalisés profite de son absence pour tenter un nouvel effort sur Dresde ; il revient sur elle et la chasse jusqu'en Bohême. Blücher reparait sur la Sprée ; Napoléon le rejoint et le met en fuite pour la troisième fois.

Mais en vain chacun de ses pas est une victoire ; en vain il poursuit et bat tour à tour deux armées fortes ensemble de trois cent mille hommes ! Pendant qu'il leur interdit le passage de l'Elbe supérieur, Bernadotte, après avoir repoussé Ney jusque sous les murs de Torgau, a franchi le fleuve au-dessus et au-dessous de Wittemberg : la gauche des armées françaises se trouve débordée.

Bientôt les trois armées coalisées communiquèrent entre elles : venaient d'être augmentées d'un corps elles de soixante mille hommes conduit par Beningsen : c'était le dernier ban de la Russie ; on y voyait figurer des Tartares et des Baskirs armés d'arcs et de flèches, et des hordes de cosaques irréguliers, accoutumés à vivre de meurtres et de pillage.

En même temps, les sociétés secrètes de l'Allemagne prêchaient, au nom de la liberté et de l'indépendance nationale, l'insurrection des peuples et provoquaient la défection des alliés de la France.

Des corps de partisans se montraient partout en armes : les étudiants des universités prenaient le fusil. Napoléon était entouré d'un réseau de fer qui tous les jours se rétrécissait. Il ne compte plus pour alliés dans ses rangs que quelques corps allemands, que de perfides proclamations et de fastueuses promesses invitent à la désertion.

Alors se révèle à l'Empereur le plan des armées coalisées. Schwarzenberg et Beningsen d'un côté, Bernadotte et Blücher de l'autre, s'avancent à droite et à gauche sur les extrémités de l'armée française, pour la tourner, la prévenir sur la Saale, la prendre à dos et l'acculer sur l'Elbe, en lui fermant toutes les avenues de la France.

Ce mouvement, loin de le déconcerter, lui inspira aussitôt une de ces résolutions hardies qui décident le succès d'une campagne. Au lieu de disputer en fugitif une retraite qui n'est plus assurée, il va marcher sur Berlin, porter la guerre entre l'Elbe et l'Oder, reparaitre en conquérant dans la Prusse, et désorganiser la coalition en se plaçant avec 200.000 hommes au centre des lignes de défense dont ses garnisons tiennent tous les points fortifiés.

Ce coup d'audace et presque de désespoir présentait de graves dangers, mais aussi d'immenses avantages. Malheureusement, Napoléon se préoccupa de la terrible responsabilité qui allait peser sur lui ; il voulut se fortifier des conseils de ses maréchaux. Faute énorme dans des résolutions de cette nature ! Quand il s'agit de brûler ses vaisseaux, on ne doit prendre conseil que de soi-même.

Napoléon parlait d'ailleurs à des hommes trop peu disposés à faire les efforts généreux que demandaient les difficultés de la situation.

Dès le commencement de la campagne, ses maréchaux regrettaient les jouissances de Paris : à mesure que croissaient les embarras, leur énergie diminuait, et ce que Napoléon proposait exigeait une énergie nouvelle.

Aussi, furent-ils épouvantés à l'idée de s'aventurer dans une expédition lointaine et hasardeuse ; leurs paroles ressemblaient plus à des murmures qu'à des raisonnements ; leur attitude était plutôt celle de révoltés que de conseillers. Pour réussir dans cette audacieuse tentative, il fallait plus que du courage, il fallait du dévouement et les maréchaux n'avaient dévouement ni pour Napoléon, ni pour la patrie, qui, alors, ne pouvait être séparée de lui.

Ces premiers éclats d'une opposition intempestive montraient assez à l'Empereur que sa fortune était chancelante : il hésitait toutefois encore, lorsque la subite défection du roi de Bavière offrit de nouveaux arguments aux censeurs du quartier impérial.

Alors Napoléon céda, non qu'il fut convaincu, car dans ses combinaisons il avait même admis cette défection ; mais il avait un prétexte pour fermer les yeux sur les faiblesses des hommes qui l'environnaient. Bientôt un autre roi de la création de Napoléon, le roi de Wurtemberg suivit l'exemple de celui de Bavière. L'Empereur di-

rigea toutes ses forces sur Leipsig, où les armées ennemies s'étaient donné rendez-vous. Le 15 octobre, il entra dans cette ville.

Déjà Schwarzenberg était sous les murs avec son armée, et par toutes les routes arrivaient les autres alliés. Le 16, Blücher entra en ligne ; ce même jour à neuf heures du matin, les ennemis commencèrent l'attaque : ils étaient au nombre de deux cent trente mille ; les Français n'étaient que cent cinquante mille.

La lutte dura toute la journée, et ce fut une victoire pour les Français que de conserver toutes leurs positions contre une supériorité numérique si prononcée. Le corps d'armée commandé par Schwarzenberg et qui était en face de Napoléon eut beaucoup à souffrir ; il fallut, pour empêcher une déroute complète, qu'Alexandre fit donner non-seulement les réserves, mais même son escorte.

L'ennemi perdit trente mille hommes, tués, blessés ou faits prisonniers, Poniatowski, à la tête de ses Polonais, se conduisit avec tant de bravoure de d'habileté, qu'il reçut le bâton de maréchal de l'empire sur le champ de bataille.

A gauche, Ney, avec vingt-cinq mille hommes, avait contenu les soixante-dix mille Prussiens conduits par Blücher ; en arrière, le général Bertrand, avec quinze mille hommes, avait culbuté vingt mille Autrichiens, et assuré la ligne de retraite.

Le général autrichien Meerfeldt, l'ancien négociateur de Campo-Formio, avait été fait prisonnier dans le combat. Napoléon crut que la fortune lui envoyait un interprète favorable pour porter aux alliés des paroles de paix.

Trop plein des souvenirs d'Austerlitz et d'Erfurth, il ne pouvait s'imaginer que les souverains épargnés par lui n'avaient été que de lâches flatteurs, et l'hypocrisie de leurs protestations ne lui était pas suffisamment démontrée.

— Allez, dit-il à Meerfeldt, lorsque de ma part vous parlerez d'armistice aux deux empereurs, je ne doute pas que la voix qui frappera leurs oreilles ne soit pour eux bien éloquente en souvenirs.

Vaines illusions ! opiniâtre aveuglement ! Les seuls souvenirs qui restaient en eux, c'est que Napoléon était un empereur de fortune, fils de la révolution, représentant de cette France contre laquelle depuis vingt ans ils conspiraient en commun.

Le seul résultat de la mission de Meerfeldt fut d'exalter la con-

fiance des alliés. Napoléon demandant la paix, c'était pour eux plus qu'une victoire ; mais avec Napoléon debout encore, leur victoire restait incomplète : il fallait qu'il expiât les terreurs qu'il leur avait causées, les humiliations qu'il leur avait fait subir.

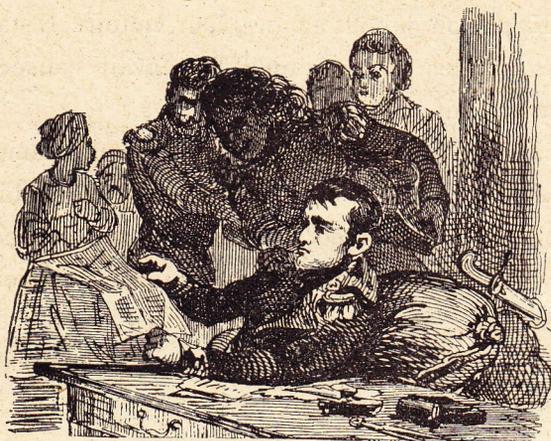
Le 17, le temps était sombre et pluvieux ; dans les deux camps ou demeura immobile. Napoléon attendait la réponse de Meerfeldt ; il augurait assez bien du silence de l'armée ennemie : c'était encore une erreur. Les alliés, malgré leur supériorité numérique, ne voulaient plus risquer de combat qu'à coup sûr ; ils attendaient les corps de Bernadotte, Beningsen et Colloredo ; c'étaient cent vingt mille combattants de plus : ils arrivèrent le 17 au soir.

Le lendemain, on vit les profondes colonnes des alliés, composées de trois cent trente mille hommes, formant un immense demi cercle, devant lequel rayonnaient quinze cents pièces d'artillerie. Il semblait que rien ne dût résister à cette masse formidable ; les forces des Français étaient inférieures de près de deux tiers ; cependant ils reçurent l'attaque avec une telle vigueur, que les deux corps de Blücher et de Bernadotte furent obligés de plier.

Les français s'élancent à la baïonnette, chargent leurs ennemis ébranlés, et vont décider la victoire, lorsqu'un vide soudain se fait au centre de leur ligne : douze mille hommes d'infanterie saxonne, dix escadrons de cavalerie wurtembourgeoise, qui combattaient dans leurs rangs passent du côté de l'ennemi, emmenant avec eux quarante pièces de canon qu'ils retournent aussitôt contre les Français. Bernadotte les accueille avec joie dans son armée ; car c'est à lui qu'ils sont allés se joindre, comme à l'homme qui pouvait le mieux comprendre et justifier une défection.

Cette trahison sans exemple dans les fastes de la guerre ne fit que redoubler la fureur des français ; ils se reformèrent, et malgré leur affaiblissement numérique, repoussèrent toutes les attaques de Bernadotte, de Blücher et des Saxons. Les Russes et les Autrichiens ne réussissaient pas mieux contre Napoléon ; leurs prodigieux efforts vinrent se briser pendant toute la journée devant une valeur héroïque, qui fit l'admiration des ennemis eux-mêmes. Dans cette lutte meurtrière, les alliés perdirent soixante mille hommes, mais leurs nombreux bataillons en paraissent à peine diminués.

Les souverains cependant commençaient à se rebuter de leurs in-



utiles efforts. Tant de populations accumulées pour abattre un seul homme, se brisaient devant les baïonnettes françaises, et leur nombre même devenait un embarras ; car on commençait à manquer de vivres. Ainsi qu'il arrive d'ailleurs dans les en-

treprises compromises, la désunion se mettait parmi les généraux alliés. Une résistance de vingt-quatre heures encore les obligeait à se séparer.

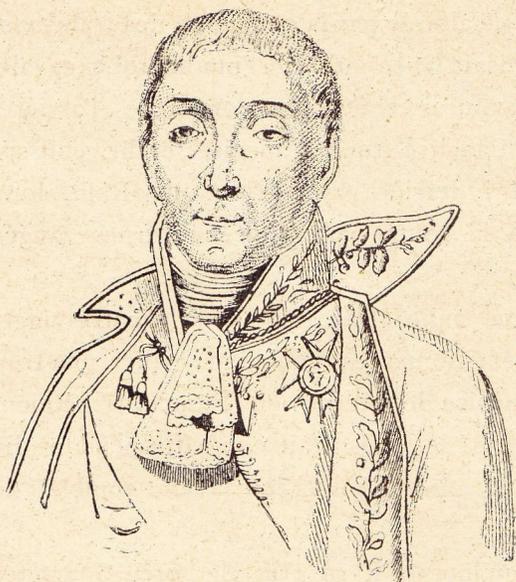
Napoléon était bien décidé à continuer la lutte. Assis le soir au feu de son bivouac, il dictait au major-général ses ordres pour le lendemain, lorsque les commandants de l'artillerie vinrent lui apprendre que les munitions étaient épuisées. Deux cent vingt mille coups de canon avaient été tirés en trois jours ; il n'en restait plus dans les réserves que seize mille coups ; c'était à peine de quoi entretenir le feu pendant deux heures : les dépôts les plus voisins de l'armée étaient Magdebourg et Erfurth.

Un hasard fatal présidait aux destinées de l'Empereur, et des incidents imprévus triomphaient de son génie. Il fallut songer à quitter Leipsig. La nuit qui avait commencé par des ordres de bataille fut maintenant consacrée à disposer la retraite.

Elle commença le 19 au matin. Napoléon, en prenant congé du roi de Saxe, que jetait dans le désespoir la conduite déloyale de ses troupes, lui conseilla généreusement d'abandonner son alliance et de traiter avec les coalisés.

Bientôt de toutes parts accoururent les alliés instruits des mouvements de retraite : ils furent vigoureusement reçus par les corps de Regnier, Poniatowski et Macdonald, chargés de défendre les approches de la ville ; le reste de l'armée défilait par le pont principal de l'Elster. Napoléon venait à peine de le franchir, lorsqu'une de ces fatalités qui ne cessaient de le poursuivre, vint porter le dernier coup à sa fortune.

Le pont avait été miné, et l'Empereur venait de recommander au



Fouché

colonel de génie Monfort, chargé de garder la mine, de n'y mettre le feu que lorsque tous les corps de l'armée seraient passés. Malheureusement, cet officier s'éloigna un instant pour communiquer avec le maréchal Oudinot, laissant la garde de la mine à un caporal de sapeurs. Soudain l'apparition de quelques cosaques, la fusillade de quelques tirailleurs russes, firent croire à ce militaire que l'ennemi s'avancait en forces,

et que toute l'armée française avait franchi la rivière ; il mit le feu à la mèche, et le colonel Montfort, en regagnant son poste, vit sauter le pont. La retraite était coupée aux corps qui défendaient la ville.

D'abord ils luttèrent avec désespoir ; mais les masses ennemies pénétrèrent dans la ville par trois portes différentes, et massacrèrent les soldats sous les yeux des souverains alliés. Après que le carnage a cessé, quinze mille hommes restent prisonniers entre leurs mains, avec deux cents pièces de canon et une partie des bagages de l'armée.

Parmi les prisonniers sont les généraux Regnier et Lauriston ; Macdonald se sauve en traversant l'Elster à la nage, Poniatowski se noie en voulant l'imiter. Dans les trois jours qui venaient de s'écouler, les Français perdirent cinquante mille hommes, tant tués que prisonniers ; la perte des alliés fut de quatre-vingt-cinq mille hommes.

Mais la victoire leur restait ; et quoique due au hasard, elle donnait tous les avantages politiques qu'appelle un succès de bon aloi. Les derniers alliés de Napoléon l'abandonnaient, l'Europe entière s'ébranlait contre lui ; l'insurrection des populations allemandes devint générale ; tous les intérêts qu'il avait blessés se soulevèrent à la fois ; c'était une croisade prêchée avec des clameurs de haine et de vengeance.

A Erfurth, Napoléon reçut les adieux de Murat empressé d'aller veiller sur son trône, et déjà l'âme altérée par la contagion des trahisons.

Cependant la retraite se faisait avec ordre ; l'innombrable cavalerie des alliés osait à prime s'aventurer contre les corps de l'arrière-garde. Après avoir repassé la Saale, l'armée française se dirigeait sur Mayence pour se mettre à l'abri derrière la barrière du Rhin, lorsque près de Hanau, on trouva la route barrée par une armée rangée en bataille.

C'était un corps de soixante mille Bavaois avec quatre-vingts bouches à feu. Ces derniers défectionnaires voulaient expier une trop longue fidélité, en empêchant française de rentrer en France. Ils étaient commandés par le général de Wrède, qui avait combattu pendant dix ans sous le drapeau français, et que l'Empereur avait comblé de bienfaits.

Présomptueux non moins qu'ingrat, il se crut de force à arrêter les pas du lion blessé. Il fut promptement détrompé. Napoléon n'attendit même pas que ses troupes en marche fussent toutes réunies. Prenant le premier corps qu'il avait sous la main, il le lança contre de Wrède : en quelques instants, les Bavaois furent écrasés. Trois jours après, les troupes entraient à Mayence : le Rhin était franchi.

Après avoir consacré quelques jours à la réorganisation de l'armée qui allait s'établir sur le Rhin, Napoléon partit de Mayence le 7 novembre, arriva le 9 à Saint-Cloud, et le 14 reçut aux Tuileries les corps constitués. Le sénat fit entendre les flatteries accoutumées. La réponse de l'Empereur fut pleine de franchise et de dignité. » Il y a un an, dit-il, toute l'Europe marchait avec nous ; toute l'Europe marche aujourd'hui contre nous. » Il était difficile de mieux résumer la situation des choses : c'était dire à chacun les dangers de la patrie et les devoirs du citoyen.



---

### Capitulation de Dresde et de Dantzig.

Pour la seconde fois depuis un an, l'Empereur rentrait dans la capitale vaincu et sans armée. Tant de gloire néanmoins était associée à ses malheurs, qu'il n'était déchu aux yeux d'aucun homme impartial ; quant à l'affection du peuple et de l'armée, elle était devenue peut-être plus vive à la vue du héros aux prises avec l'infortune. Mais ailleurs s'agitaient les passions avides et jalouses, les espérances des partis vaincus, et par-dessus tout les intrigues des hommes qui devaient sacrifier la patrie à leurs intérêts personnels.

A la tête de ces derniers, se montrait Talleyrand, qui, avec sa froide finesse, étudiait les événements pour en profiter. Ayant toujours eu pour règle d'abandonner les fortunes compromises, il avait formulé toute sa pensée dans ce jeu de mots : « C'est le commencement de la fin ; » et certes, il n'était pas homme à s'ensevelir sous les débris du trône impérial.

Aussi se trouvait-il déjà en relation avec les souverains alliés ; le duc de Dalberg était chargé de la correspondance, et l'hôtel Talleyrand était devenu le rendez-vous de tous les conspirateurs, qui, voulant faire leur profit des changements qu'ils prévoyaient, se trouvaient tout disposés à précipiter le dénouement.

Plus honnêtes et plus dangereux par cela même, se prononçaient des hommes jusque-là boudeurs silencieux, mais toujours adversaires du régime consulaire et impérial, que Napoléon confondait sous le nom général *d'idéologues*, quoiqu'ils fussent dirigés par des sentiments

et des principes divers. Les uns, hommes de science plutôt que de politique, s'étaient faits constitutionnels sur l'autorité de Montesquieu, et regrettaient la liberté publique moins à cause de ses bienfaits, que parce qu'elle était d'accord avec leurs spéculations philosophiques.

Ils étaient intraitables comme un système, et vindicatifs comme des savants négligés, poursuivant Napoléon d'une haine logique, de toutes les haines la plus implacable. Les autres, débris plus ou moins intelligents de 89 et des Girondins, regrettaient ou des institutions à peine essayées, ou leur propre importance perdue, et ne pardonnaient pas à l'Empereur d'avoir éclipsé leur règne d'un matin.

Les patriotes de 93 nourrissaient aussi de profonds ressentiments que modéraient à peine les beaux succès de la guerre ; mais il y avait en eux la haine de l'étranger, le culte fanatique de la patrie, qui leur donna en 1813 et 1814 l'intelligence de la situation. Pour eux, l'ennemi n'était plus le chef trop puissant du gouvernement, le contempteur des libertés publiques ; c'était la coalition qu'ils avaient eux-mêmes repoussée, et qui venait réaliser les menaces de Brunswick. Ainsi du moins pensait un des plus nobles représentants de cette époque fameuse.

Carnot donna aux opposants maladroits de 1814 une sévère leçon et un grand exemple. Voici la lettre qu'il écrivit à l'Empereur, lorsque déjà des paroles imprudentes ou criminelles, prononcées publiquement au Corps-Législatif, venaient, de remplir de joie le camp des alliés :

« Sire, ainsi long-temps que le succès à couronné vos entreprises, je me suis abstenu d'offrir à votre majesté des services que je n'ai pas cru lui être agréables ; aujourd'hui que la mauvaise fortune met votre constance à une grande épreuve, je ne balance plus à vous faire l'offre des faibles moyens qui me restent : c'est peu, sans doute, que l'offre d'un bras sexagénaire ; mais j'ai pensé que l'exemple d'un soldat, dont les sentiments patriotiques sont connus, pourrait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains sur le parti qu'ils doivent prendre, et qui peuvent se persuader que ce serait servir leur pays que de l'abandonner. »

Carnot, patriote sincère et intelligent, avait ouvertement combattu l'Empereur aux jours de la prospérité : il accourait à lui aux jours

de revers ; double acte de courage bien digne d'un grand cœur ! Nous devons dire aussi que Napoléon s'était noblement conduit avec Carnot.

En 1809, ayant appris que ce vétéran de la révolution avait des besoins pécuniaires, il lui accorda une pension de dix mille francs, et lui en fit payer les arrérages depuis dix ans. Carnot s'étant rendu aux Tuileries pour le remercier, l'Empereur, après une longue entrevue, le congédia par ces mots :

« Adieu, monsieur Carnot. tout ce que vous voudrez, quand vous voudrez, comme vous voudrez. »

Malgré ces bienveillantes paroles, Carnot ne se présenta que lorsqu'il se crut utile tandis que de mesquines rancunes ou d'ambitieuses passions prétendaient séparer la cause de l'Empereur de celle de la Nation, l'ancien membre du comité de salut public, ne voyant que la patrie menacée, se rattachait à l'homme qui pouvait seul défendre la patrie. Dans les moments de crise, il suffit d'un cœur droit pour ne pas se tromper.

Napoléon fut vivement ému de la magnanimité de son ancien adversaire. Déjà la fortune l'avait assez éprouvé pour qu'il pût apprécier la noblesse d'un pareil dévouement : il allait bientôt apprendre à connaître d'autres hommes qu'il avait faits grands et riches. Carnot fut nommé gouverneur d'Anvers, la place maritime la plus importante de l'empire. Il n'est pas besoin de dire comment le loyal républicain sut justifier cette preuve de confiance.

Mais il nous faut raconter des faits tout opposés, et, à côté d'une action grande et intelligente, signaler les contrastes.

Napoléon avait convoqué le Corps-Législatif, afin d'obtenir le concours de tous les grands corps de l'état pour la défense du territoire. En même temps furent communiquées aux députés et au Sénat les pièces diplomatiques concernant les négociations. Car les plénipotentiaires alliés conféraient encore à Manheim avec Caulaincourt devenu ministre des affaires étrangères. Les deux corps nommèrent chacun une commission pour faire un rapport sur la situation.

Dans le Sénat, les choses se passèrent comme d'habitude. Napoléon n'était pas encore tombé assez bas pour être insulté par des flatteurs émérites. Le rapport, confié à Fontanes, fut suivi d'une adresse qui se terminait ainsi :

« La paix est le vœu de la France et le besoin de l'humanité. Si l'ennemi persiste dans son refus, eh bien ! nous combattons pour la patrie entre les tombeaux de nos pères et les berceaux de nos enfants ! »

Quant au Corps-Législatif, à ses yeux la fortune de Napoléon était assez compromise pour qu'il pût oser quelque chose. Les muets voulurent parler. La majorité servile qui, durant les années de calme, n'avait jamais osé protester en silence par un scrutin négatif, se trouvait tout-à-coup saisie d'un accès d'indépendance quand l'ennemi était aux frontières. Elle avait livré tout au pouvoir lorsqu'il fallait le réfréner ; elle prétendait chicaner avec lui, lorsqu'il fallait le fortifier. Tout chez elle se fit à contretemps, et son opposition soudaine était une lâcheté, non moins que sa constante humilité.

Dans un manifeste daté de Francfort, les ennemis avaient séparé l'Empereur de la Nation. Le Corps-Législatif ne parla pas autrement ; après avoir été si longtemps le complice du despotisme, il se fit le complice de la coalition. Et pourquoi ? Non par un sentiment généreux d'indépendance : il avait donné sa mesure ; non par amour pour le peuple, mais par dépit pour le rôle qu'il avait lui-même joué. Peu soucieux des droits de tous, il devenait jaloux de ses propres prérogatives. « Il faut, s'écriait Lainé, relever le Corps-Législatif si longtemps déprimé. »

C'était s'y prendre bien tard et avoir du cœur bien mal-à-propos. Dans les dangers publics, le Sénat romain se livrait à la discrétion d'un dictateur ; le Corps-Législatif, au contraire, se soumit à un dictateur dans les jours de fortune et attendit l'invasion du territoire pour combattre la dictature. Toute l'histoire du Corps-Législatif impérial peut se résumer en peu de mots : ce fut une carrière d'abaissement et de honte, terminée par un accès d'orgueil et de folie.

Le rapporteur de la commission fut Lainé, député de Bordeaux, qui semblait nourri des traditions des Girondins, et qui, de même qu'eux, s'égara par orgueil, et devint coupable par défaut d'intelligence politique. Son rapport fut un acte d'accusation indirect qui n'avait pas même le mérite de l'audace ; tous les griefs s'énonçaient par détour, tous les coups étaient portés par derrière. Cependant il n'y eut d'équivoque pour personne, le chef de l'état était attaqué ; les souverains, ennemis de Napoléon, aperçurent avec bonheur les signes

de discorde qui allaient compromettre la défense nationale. Pour venir en aide au gouvernement, le Corps-Législatif faisait des conditions et dans quel moment ! Lorsque cent mille Autrichiens, violant la neutralité de la Suisse, touchaient à la frontière.

Le rapport de la commission, discuté en comité secret, les 29 et 30 décembre, fut adopté par 203 voix contre 51, et l'impression en fut ordonnée. Aussitôt que Napoléon eut pris communication du rapport, il en fit arrêter l'impression, saisit les épreuves, et se rendit ensuite au conseil d'état.

« Messieurs, dit-il, vous connaissez la situation des choses et le danger de la patrie ; j'ai cru, sans y être obligé, devoir en donner une communication intime aux députés du Corps-Législatif ; j'ai voulu les associer ainsi à leurs intérêts les plus chers. Mais ils ont fait de cet acte de ma confiance une arme contre moi, c'est-à-dire contre la patrie. Au lieu de me seconder de leurs efforts, ils gênent les miens. Notre attitude seule pouvait arrêter l'ennemi, leur conduite l'appelle. Au lieu de lui montrer un front d'airain, ils lui découvrent nos blessures ; ils me demandent la paix à grands cris, lorsque le seul moyen pour l'obtenir était de me recommander la guerre...

Le lendemain, 1<sup>er</sup> janvier, à la réception des autorités aux Tuileries, Napoléon donna publiquement aux députés une sévère leçon.

« Messieurs, leur dit-il, vous pouviez faire beaucoup de bien et vous n'avez fait que du mal. Votre rapport est rédigé avec une astuce et des intentions perfides dont vous ne doutez pas. Deux batailles perdues en Champagne eussent fait moins de mal. Vous dites que l'adversité m'a donné des conseils salutaires. Comment pouvez-vous me reprocher mes malheurs ? je les ai supportés avec honneur, parce que j'ai reçu de la nature un caractère fort et si je n'avais pas cette fierté dans l'âme, je ne me serais pas élevé au premier trône de l'univers. Cependant j'avais besoin de consolations, et je les attendais de vous ; vous avez voulu me couvrir de boue, mais je suis de ces hommes qu'on tue et qu'on ne déshonore pas. Était-ce par de pareils reproches que vous prétendiez relever l'éclat du trône ? Au reste, qu'est-ce le trône ? Quatre morceaux de bois dorés, couverts d'un morceau de velours ? Le trône est dans la Nation ; on ne peut me séparer d'elle sans lui nuire



Lucien Bonaparte

Ces dernières paroles ne furent que trop bien justifiées par l'événement.

Dans sa rapide retraite, après le désastre de Leipsig, Napoléon n'avait pu rappeler les nombreuses garnisons renfermées dans les places fortes de l'Allemagne. Ayant contre lui non-seulement les diverses armées de la coalition, mais aussi toutes les populations soulevées, il avait vu couper ses communications avec les provinces qu'il abandonnait : aucun des ordres expédiés à ses lieutenants n'avait pu leur parvenir. Il y avait pourtant là, dispersés depuis Dantzic jusqu'à Dres-

de plus de cent vingt mille hommes qui se trouvèrent complètement perdus pour la défense du territoire.

Si cependant ces troupes disséminées, abandonnant leurs garnisons, s'étaient réunies en un seul corps, elles auraient opéré sur les derrières de l'ennemi une diversion qui aurait changé toutes les conditions de la guerre. Malheureusement, les maréchaux, une fois qu'ils étaient séparés de l'Empereur, ne savaient plus que résoudre, et n'osaient puiser dans les circonstances une inspiration qu'ils recevaient habituellement de son génie. Si même un d'eux eût voulu prendre une vigoureuse initiative, il eût couru risque d'être mal secondé par les autres toujours jaloux de leur autorité, et préférant mal faire tout seuls, plutôt que bien faire sous l'impulsion d'un collègue.

La garnison de Dresde se montait à trente mille hommes commandés par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Il lui vint à la pensée d'opérer le mouvement dont nous venons de parler, en descendant l'Elbe pour rallier les garnisons de Torgau, de Wittemberg, de Magdebourg et de Hambourg. Il sortit à cet effet de Dresde, le 5 novembre. Mais on put voir, en cette occasion, combien sont à redouter les insurrections populaires.

Les troupes de Saint-Cyr, que n'avait pu retenir l'armée de blocus, furent harcelées par toutes les populations soulevées ; il fallait combat-

# NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

# NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

---

**5° EDITION**

---



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS